



Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

Distr. générale
28 mars 2024
Français
Original : anglais

Réunion des États parties à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

Vingt-troisième réunion

New York, 7 juin 2024

Point 5 de l'ordre du jour provisoire*

Élection de membres du Comité

Élection, conformément aux paragraphes 4 et 5 de l'article 17 de la Convention, de 11 membres du Comité pour remplacer ceux dont le mandat arrive à échéance le 31 décembre 2024

Note du Secrétaire général

1. Conformément au paragraphe 4 de l'article 17 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, le Secrétaire général convoquera la vingt-troisième réunion des États parties au Siège de l'Organisation des Nations Unies le 7 juin 2024, pour que les États parties procèdent à l'élection de 11 membres du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, à partir d'une liste de personnes désignées par les États parties, pour remplacer celles dont le mandat arrive à expiration le 31 décembre 2024 (voir sect. I ci-dessous). Les noms des personnes désignées par les États parties figurent à la section II. Ceux des 12 autres membres, qui continueront à siéger au Comité jusqu'au 31 décembre 2026, figurent à la section III.

2. Conformément à la procédure décrite au paragraphe 3 de l'article 17 de la Convention, le Secrétaire général, par une note verbale datée du 18 décembre 2023, a invité les États parties à soumettre, avant le 8 mars, des candidatures en vue de l'élection de 11 membres du Comité. Tous les curriculum vitae reçus à ce jour figurent dans l'annexe à la présente note. Les candidatures reçues après cette date feront l'objet d'additifs à la présente note.

3. On trouvera ci-après, par ordre alphabétique, les noms des candidates à l'élection au Comité, accompagnés des États parties ayant présenté leur candidature. Les renseignements biographiques de ces personnes, communiqués par les États parties concernés, figurent dans l'annexe à la présente note.

* CEDAW/SP/2024/1.



4. En outre, conformément au paragraphe 12 de la résolution 68/268 de l'Assemblée générale, la composition actuelle du Comité, rendant compte de l'équilibre entre les sexes et de la répartition géographique des experts, de leur expérience professionnelle, de la représentation des différents systèmes juridiques et de la période d'exercice des membres actuels, est décrite en détail dans les sections I et III du présent document.

5. Au paragraphe 13 de ladite résolution, l'Assemblée générale encourage les États parties à veiller, lors de l'élection d'experts des organes conventionnels, à ce qu'il soit tenu compte dans la composition des organes conventionnels des droits de l'homme, comme le stipulent les instruments pertinents relatifs aux droits de l'homme, d'une répartition géographique équitable, d'une représentation des différentes formes de civilisation et des principaux systèmes juridiques, d'une représentation des sexes équitable et de la participation d'experts handicapés.

I. Liste des 11 membres dont le mandat arrive à échéance le 31 décembre 2024

6. On trouvera des informations sur chaque membre du Comité (renseignements biographiques et expérience professionnelle) sur le site Web de ce dernier (voir <https://www.ohchr.org/fr/treaty-bodies/cedaw/membership>).

| <i>Nom</i> | <i>Pays de nationalité</i> | <i>Membre depuis</i> |
|------------------------------|----------------------------|----------------------|
| Nicole Ameline | France | 2009 |
| Marion Bethel (Rapporteuse) | Bahamas | 2017 |
| Leticia Bonifaz Alfonzo | Mexique | 2021 |
| Corinne Dettmeijer-Vermeulen | Pays-Bas (Royaume des) | 2021 |
| Hilary Gbedemah | Ghana | 2013 |
| Nahla Haidar El Addal | Liban | 2013 |
| Dalia Leinarte | Lituanie | 2013 |
| Rosario G. Manalo | Philippines | 2017 ^a |
| Bandana Rana | Népal | 2017 |
| Natasha Stott Despoja | Australie | 2021 |
| Jie Xia | Chine | 2021 |

^a M^{me} Manalo a également été membre du Comité de 1999 à 2006.

II. Liste des candidatures présentées par les États parties

| <i>Candidate</i> | <i>Candidature présentée par</i> |
|-------------------------|----------------------------------|
| Hamida Al-Shukairi | Oman |
| Violet Eudine Barriteau | Barbade |
| Neda Chalovska Dimovska | Macédoine du Nord |

| <i>Candidate</i> | <i>Candidature présentée par</i> |
|--|---|
| Shazia Choudry | Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord |
| Corinne Dettmeijer-Vermeulen | Pays-Bas (Royaume des) |
| Donatienne Girukwishaka | Burundi |
| Diana González Perrett | Uruguay |
| Nahla Haidar El Addal | Liban |
| Madina Jarbussynova | Kazakhstan |
| Abide Kpemsi épse Kombate | Togo |
| Ângela Melo | Mozambique |
| Mu Hong | Chine |
| Lia Nadaraia | Géorgie |
| Thérèse Ngoluma Malongue épse Atangana Amougou | Cameroun |
| Eunice Njovana | Zimbabwe |
| Jelena Pia-Comella | Andorre |
| Bandana Rana | Népal |
| Erika Schläppi | Suisse |
| Natasha Stott Despoja | Australie |
| Patsilí Toledo Vásquez | Chili |

7. Les curriculum vitæ des candidates, communiqués par les États parties concernés, figurent dans l'annexe à la présente note.

III. Liste des 12 autres membres qui continueront à siéger au Comité jusqu'au 31 décembre 2026

8. On trouvera des informations sur chaque membre du Comité (renseignements biographiques et expérience professionnelle) sur le site Web de ce dernier (voir <https://www.ohchr.org/fr/treaty-bodies/cedaw/membership>).

| <i>Nom</i> | <i>Pays de nationalité</i> | <i>Membre depuis</i> |
|---|----------------------------|----------------------|
| Brenda Akia | Ouganda | 2023 |
| Hiroko Akizuki (Vice-Présidente) | Japon | 2019 |
| Rangita de Silva de Alwis | Sri Lanka | 2023 |
| Esther Eghobamien-Mshelia (Vice-Présidente) | Nigéria | 2023 ^a |
| Yamila González Ferrer | Cuba | 2023 |
| Daphna Hacker | Israël | 2023 |
| Marianne Mikko | Estonie | 2023 |

| <i>Nom</i> | <i>Pays de nationalité</i> | <i>Membre depuis</i> |
|------------------------------------|----------------------------|----------------------|
| Maya Morsy | Égypte | 2023 |
| Ana Peláez Narváez (Présidente) | Espagne | 2019 |
| Rhoda Reddock | Trinité-et-Tobago | 2019 |
| Elgun Safarov | Azerbaïdjan | 2019 |
| Genoveva Tisheva (Vice-Présidente) | Bulgarie | 2019 |

^a M^{me} Eghobamien-Mshelia a également été membre du Comité de 2018 à 2020.

Annexe

Curriculum vitae des candidates*

Hamida Al-Shukairi (Oman)

Lieu de naissance

Tanzanie

Langues de travail

Arabe et anglais

Situation/fonction actuelle

- Depuis août 2018 : Directrice du département chargé du développement rural, au Ministère de l'agriculture, de la pêche et des ressources en eau ; responsable de 11 sections de développement des femmes rurales, réparties sur tout le territoire d'Oman
- Depuis 2007 : membre du Comité national omanais chargé de suivre l'application de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes ; Vice-Présidente du Comité national omanais chargé de la recherche sur l'application de la Convention : participation à l'exécution des programmes relatifs aux objectifs de développement durable ; participation à la création du Forum arabe pour le conseil rural, Bureau régional de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord, Le Caire

Principales activités professionnelles

- 23 ans d'expérience dans les domaines suivants : égalité des genres, prise en compte des questions de genre, amélioration de l'emploi, de la situation socioéconomique et du statut juridique des femmes et des filles vivant en milieu rural, notamment par la garantie de leur accès aux ressources publiques et la facilitation de la création de coopératives de femmes et de la mise en place de fonds de crédit à l'échelon local
- Élaboration et mise en œuvre de politiques, de procédures, de programmes de renforcement des moyens d'action des femmes, évaluation, documentation et participation à l'encadrement de mémoires d'étudiants ; exécution de programmes de recherche, de formation, de vulgarisation et de communication pour le renforcement des moyens des femmes rurales
- Établissement de relations avec les parties prenantes et les organisations locales et internationales sur les stratégies relatives aux questions de genre, les politiques, le renforcement des moyens et les programmes de renforcement des capacités ; rédaction de recommandations pour des conférences sur le genre et des programmes de mise en œuvre ; élaboration de cartes de gestion de projet et d'indicateurs de suivi et d'évaluation des projets

* Les curriculum vitae ne sont pas revus par les services d'édition.

Formation

- Depuis 2011 : rédaction d'une thèse de doctorat ; participation et contribution à 32 cours de renforcement des capacités et à 56 séminaires, forums et ateliers, à Oman et à l'étranger
- Master en éducation et formation en matière d'agriculture et de développement rural, Université de Reading, Royaume-Uni, septembre 2000-septembre 2001
- Diplôme de premier cycle en sciences végétales, Université du Sultan Qabous, Mascate, Oman, septembre 1990

Autres activités principales relevant du champ de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

- Conduite de recherches sur les questions relatives à la Convention ; participation à la rédaction et à l'examen du rapport valant rapport initial et deuxième à quatrième rapports périodiques d'Oman sur l'application de la Convention ; réponse aux observations finales et aux questions du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes ; participation, au niveau national, à l'élaboration de plans, programmes, activités, forums et réunions relatifs à la Convention, notamment en ce qui concerne l'article 14 ; membre de la délégation officielle d'Oman à l'occasion des dialogues constructifs avec le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, qui se sont tenus à Genève en 2011 (rapport initial), en 2017 (deuxième rapport périodique) et en février 2024 (troisième rapport périodique)
- Collaboration avec l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) à l'évaluation nationale du programme d'espacement des naissances et avec la FAO, l'Organisation africaine-asiatique pour le développement rural (AARDO) et des bureaux de pays (Malaisie) à des programmes de lutte contre la pauvreté ; direction et promotion du programme sur le genre et le renforcement des moyens des femmes rurales à Oman ; participation à des réunions régionales d'experts et à des sommets, conférences et débats sur le genre, à Oman et à l'étranger

Liste des publications les plus récentes concernant la discrimination à l'égard des femmes et l'avancement de leurs droits

- « Rural Development: Empowerment of rural women and entrepreneurs », rapport annuel 2022, Ministère de l'agriculture, de la pêche et des ressources en eau
- Rédaction d'un document de travail sur le renforcement des moyens des femmes au moyen des microentreprises, en particulier au Sultanat d'Oman. Collaboration avec l'Organisation africaine-asiatique pour le développement rural (AARDO), 2013
- Communication nationale intitulée « Influence of poverty alleviation programmes on rural community livelihood: An application to SANAD, rural women and Mawarid al-rezq programmes – Achievements and constraints », Organisation africaine-asiatique pour le développement rural (AARDO), 2011
- « Gender Role in Agriculture: An application to dates palms production in Oman », FAO 2004
- « The need for an effective training network for rural development: An application to rural women in Oman », mémoire rédigé dans le cadre du master en éducation et formation en matière d'agriculture et de développement rural, Université de Reading, 2001

Violet Eudine Barriteau (Barbade)

Date et lieu de naissance

10 décembre 1954 ; Grenade

Langues de travail

Anglais

Situation/fonction actuelle

Professeure de « genre et politiques publiques », Université des Indes occidentales, Barbade

Principales activités professionnelles

- Rectrice, Université des Indes occidentales, Barbade, 2015-2021
- Rectrice, Campus *extra-muros* de l'Université des Indes occidentales, 2014-2015
- Vice-rectrice, Université des Indes occidentales, Barbade, 2008-2014
- Coordinatrice, Service des études universitaires supérieures et de la recherche, Université des Indes occidentales, Barbade, 2004-2008
- Chargée de cours, maître de conférences et professeure à l'Institut d'études sur le genre et le développement, Université des Indes occidentales, Barbade, 1993-2008
- Présidente du groupe de travail de la Rectrice chargé d'élaborer un modèle de gouvernance pour l'Institut d'études sur le genre et le développement, Université des Indes occidentales, 2020-2021
- Coordinatrice principale du Forum inaugural sur le genre et le développement, quinzième Conférence ministérielle de la CNUCED, novembre 2019-octobre 2021
- Présidente de l'organe d'examen du Comité des premiers ministres de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) sur le cricket – « The Report on Governance of West Indies Cricket », novembre 2015
- Présidente de l'International Association for Feminist Economics (IAFFE), 2009-2010 ; Directrice du Conseil d'administration, 2003-2011 ; membre depuis 1994
- Membre internationale du Centre d'excellence pour la recherche sur le genre, GEXCEL, GEXCEL Örebro University, Suède, 2008, 2010, 2013
- Première professeure invitée dans le cadre du programme « Dame Nita Barrow Distinguished Women in Development and Community Transformation », Institut d'études pédagogiques de l'Ontario, Université de Toronto, août-décembre 1997
- Depuis 2012 : membre de conseils consultatifs internationaux : Signs: Journal of Women in Culture and Society ; Palimpsest a Journal of Women, Gender and the Black International
- Coordinatrice régionale pour les Caraïbes, Development Alternatives with Women for a New Era (DAWN), 1996-1999

- Depuis 2003 : membre du conseil d'administration de l'Association for the Study of Black Women in Politics, États-Unis d'Amérique
- Membre à vie de l'Association des études caraïbéennes, de l'Association caraïbéenne pour la recherche et l'action féministe (CAFRA), 1993-2008

Formation

- Doctorat en sciences politiques : « Gender and Development in the Post-Colonial Caribbean: Female Entrepreneurs and the Barbadian State » (Genre et développement dans les Caraïbes au lendemain de la colonisation : les entrepreneuses et l'État barbadien), Graduate School of Arts and Sciences, Howard University, Washington, États-Unis d'Amérique, 1994
- Certificat de formation à l'édition et aux publications, Institut international de recherche sur le riz, Los Baños, Philippines, 1986
- Maîtrise en administration publique, New York University, New York, États-Unis d'Amérique, 1984
- Licence en administration publique (mention bien), Université des Indes occidentales, Campus de Cave Hill, Barbade, 1980
- Certificat de formation professionnelle à l'enseignement (deux ans), Erdiston Teacher's College, Barbade, 1975
- Certificat d'enseignement, Université des Indes occidentales, Campus de Cave Hill, Barbade, School of Education, 1975

Autres activités principales relevant du champ de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

- Coordination de la Déclaration de Bridgetown, dans laquelle est lancé un appel à l'action dans le cadre de la recherche permanente de justice de genre dans le commerce et dans tous les domaines, octobre 2021
- Conduite de consultations sur le thème « Les femmes et le genre » pour le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la Banque de développement des Caraïbes, le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (fondu dans ONU-Femmes), la CARICOM et le Secrétariat du Commonwealth, 1997-2008
- Organisation et conduite de multiples ateliers ou séminaires nationaux et régionaux de formation sur le genre à l'intention des mécanismes nationaux de promotion des femmes, des ONG de femmes et des agents de police, sur les thèmes : « Lutte contre la violence à l'égard des femmes », « Organiser la sensibilisation aux questions de genre dans le cadre de l'élaboration d'une politique nationale en la matière », 1990-2023
- Création d'un modèle de théorisation et d'analyse des systèmes de genre des Caraïbes, adopté et adapté par la CARICOM qui s'en est inspirée dans l'élaboration de son cadre de prise en compte systématique du genre dans les programmes clefs sur le genre et le développement (Gender Dialogue, Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, cinquième édition, n° 1, 2001)
- Création du Women's Forum of Barbados, un groupe de pression sur les politiques publiques en faveur des femmes, qui a mis en place des programmes d'éducation et de communication visant à faire disparaître les obstacles sociétaux discriminatoires à l'égard des femmes et à faire pression sur les

pouvoirs publics pour qu'ils modifient les politiques défavorables aux femmes, 1988

- Animation de 43 conférences publiques à Nairobi, à Beijing, à Tokyo, à St Andrews (Écosse), à Oxford, aux Pays-Bas et dans de nombreux pays des Caraïbes sur les thèmes suivants : les études sur le féminisme, les femmes et le genre ; l'égalité des genres ; La lutte contre la violence à l'égard des femmes ; La promotion de la justice de genre ; Le renforcement de la citoyenneté des femmes ; Le genre et la migration ; Les femmes et le pouvoir politique ; Les femmes et le leadership ; etc., 1996-2023
- Sixième conférencière principale, sur le thème « The gender of crises a crisis of gender? Reflections from Barbados and the Caribbean », Université des Indes occidentales (Campus de Cave Hill), série de conférences du soixantième anniversaire, octobre 2023
- Auteure de l'ouvrage original et fondamental intitulé *The political economy of gender in the twentieth century Caribbean*, publié par Palgrave International, 2001 ; direction ou codirection de la publication de cinq autres livres

Liste des publications les plus récentes concernant la discrimination à l'égard des femmes et l'avancement de leurs droits

- Préface de l'ouvrage *Global black feminisms: Cross-border collaboration through an ethics of care*, Andrea N. Baldwin et Tonya Haynes (éd.), xvi-xix. Routledge International Studies of Women and Place, Londres et New York, Routledge, 2023
- « Meditations on migrations of gender, mobility and movement from the Commonwealth Caribbean », dans *Frontiers: A Journal of Women's Studies*, 2024 (à paraître)
- « What love has to do with it? Sexuality, intimacy and power in contemporary Caribbean gender relation », *Caribbean Review of Gender Studies*, numéro 13/2019, p. 297 à 330
- « Protecting feminist futures in the Caribbean's contemporary », *Journal of Eastern Caribbean Studies*, Vol. 42, n° 3 (2017), p. 7 à 25

Neda Chalovska Dimovska (Macédoine du Nord)

Date et lieu de naissance

21 janvier 1986 ; Skopje, Macédoine du Nord

Langues de travail

Anglais, macédonien, serbe

Situation/fonction actuelle

Consultante principale sur le genre et l'intersectionnalité, basée en Macédoine du Nord, avec plus de 14 ans d'expérience au niveau national (Macédoine du Nord) et 6 ans d'expérience au niveau régional (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Kosovo et Moldova) dans la facilitation et la conduite de processus de renforcement des capacités et de réformes juridiques et politiques à l'intention des institutions et des organisations de la société civile liées à la lutte contre la discrimination, à l'égalité des genres, à la violence de genre, aux femmes, à la paix et à la sécurité, au genre et aux droits des minorités dans le cadre du développement

Principales activités professionnelles

- Consultante principale indépendante sur le genre et l'intersectionnalité, travaillant en collaboration avec le PNUD, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), ONU-Femmes, le Centre de Genève pour la gouvernance du secteur de la sécurité (DCAF) (depuis 2023)
- Conférencière à l'Académie des juges et des procureurs de Macédoine du Nord sur des sujets liés à la non-discrimination, à l'égalité des genres et à la violence de genre (depuis 2023)
- Membre du groupe d'experts de la Commission pour la prévention de la discrimination et la protection contre ce phénomène en Macédoine du Nord (depuis 2023)
- Administratrice de programme pour les questions de l'égalité des genres et des minorités dans la région Europe à We Effect, une organisation suédoise de développement (2018-2023)
- Gestionnaire de programme pour les questions de l'égalité et de la non-discrimination à l'Helsinki Committee for Human Rights (2012-2018)
- Présidente du Réseau national contre les violences à l'égard des femmes et des filles (2017-2018)

Formation

- Master en droit international, relations internationales et droit de l'Union européenne, Université Saints-Cyrille-et-Méthode, faculté de droit, Skopje, Macédoine du Nord ; mémoire de master sur le thème : « The line between human rights and security rules on the border crossings from intersectional aspect » (2023)
- Diplôme professionnel (violence de genre), bénéficiaire de la bourse de recherche (SAIF) sur la violence domestique, Université de l'État de New York, faculté de droit de Buffalo (2013)

- Examen du barreau, Ministère de la justice, Macédoine du Nord : formation juridique générale comprenant un stage dans les tribunaux et les cabinets d'avocats (2009-2011)

Autres activités principales relevant du champ de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

Consultante auprès d'organisations gouvernementales et non gouvernementales pour la réalisation d'évaluations dans les domaines du droit, du genre et de la diversité, la conception d'interventions et de processus de réforme, et la promotion de ceux-ci, compte étant tenu des questions de genre, l'évaluation des résultats dans une perspective intersectionnelle, en Macédoine du Nord et dans les pays des Balkans occidentaux, par exemple :

- Contributions essentielles à divers rapports soumis par des organisations de la société civile de Macédoine du Nord au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale et au Comité contre la torture, en mettant l'accent sur les femmes issues de groupes minoritaires, les femmes marginalisées et les femmes rurales
- Conduite du projet de renforcement des capacités à l'intention de la société civile, l'objectif étant de faire comprendre aux acteurs la procédure de plaintes individuelles et collectives devant le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale pour des violations des droits humains des femmes et des actes de discrimination fondée sur le genre
- Conduite du processus de renforcement des capacités des organisations de la société civile œuvrant dans le domaine du développement rural dans quatre pays (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Macédoine du Nord et Moldova) en vue de l'élaboration de rapports parallèles à soumettre au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, et de la défense de la cause des femmes rurales aux niveaux national, régional et international, dans le cadre du Comité
- Conduite de recherche universitaire, d'études analytiques, d'ateliers et de formations sur l'égalité des genres (y compris la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes) et les droits humains, à l'intention des parties prenantes gouvernementales et non gouvernementales

Liste des publications les plus récentes concernant la discrimination à l'égard des femmes et l'avancement de leurs droits

- Neda Chalovska Dimovska/Zaneta Poposka, « Analysis of the Intersectional Gender Approach » (2023)
- Neda Chalovska Dimovska, « Analysis of the legal and work practices on gender equality in the Government of North Macedonia » (2022)
- Neda Chalovska Dimovska/Hajdi Shterjova Simonovik, « Research for the experiences of disadvantaged and marginalized groups in the justice system » (2022)
- Kosana Beker/Neda Chalovska Dimovska, « Baseline study on gender, diversity and justice » (2021)

Shazia Choudhry (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

Date et lieu de naissance

1972, Royaume-Uni

Langues de travail

Anglais, italien

Situation/fonction actuelle

- Professeure de droit, faculté de droit, Université d'Oxford et boursière du programme Hackney dans le domaine du droit, Wadham College, Université d'Oxford
- Conseillère spéciale auprès de la commission mixte sur les femmes et de la commission sur l'égalité du Parlement britannique
- Membre du corps professoral à l'Inner Temple et avouée près la Cour suprême (sans exercer)
- Membre des réseaux universitaires ouverts du Conseil de l'Europe (OCEAN) sur la violence de genre
- Membre académique du réseau WAVE (Women Against Violence Europe)

Principales activités professionnelles

Professeure de droit – conduite de recherches portant sur les droits humains des femmes, la théorie juridique féministe et la violence à l'égard des femmes. J'ai également assumé les fonctions clés suivantes :

- Conseillère juridique spécialisée auprès des commissions mixtes du Parlement britannique suivantes : commission mixte des droits humains, dans une enquête sur la violence à l'égard des femmes (2014-2015) ; commission mixte sur le projet de loi sur les violences au sein de la famille (2019) ; commission mixte sur les femmes et commission sur l'égalité (depuis 2023)
- Experte évaluatrice de la Commission européenne dans le cadre du projet DAPHNE de la direction générale de la justice (2016-2021)
- Experte-conseil permanente du Conseil de l'Europe (y compris participation à la mission de suivi du Groupe d'experts sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique en Serbie, en 2019) sur l'égalité des genres, la violence à l'égard des femmes et l'accès à la justice
- Experte-conseil du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) (2017)
- Experte-conseil de la Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes et les filles, ses causes et ses conséquences dans le cadre de son rapport sur la garde et l'aliénation parentale (2023)

Formation

- Doctorat en droit, Université de Warwick, 2016
- Certificat de troisième cycle en pratiques académiques, 1999
- Diplôme de troisième cycle en pratique du droit, The College of Law, 1994
- Licence en droit (avec mention), Université de Liverpool, 1993

Autres activités principales relevant du champ de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

- Avocate qualifiée, ayant exercé dans le domaine du droit de la famille avant de devenir universitaire
- Principaux domaines de spécialité : droit pénal, droit de la famille, droit constitutionnel, droits des droits humains
- Rédaction et publication de trois livres ainsi que de nombreux articles dans les domaines du genre et des droits humains
- Travaux de recherche de portée mondiale, couvrant à ce jour l'Europe, l'Asie et l'Amérique du Sud, et dont la reconnaissance internationale est étayée par des invitations à présenter des exposés, notamment par les Cours suprêmes du Chili et du Mexique
- Conduite d'entretiens avec des candidat(e)s, pour le compte du Groupe de travail sur la discrimination à l'égard des femmes et des filles de l'ONU
- Experte-conseil auprès du FNUAP et de l'ONU
- Experte-conseil auprès de la Commission européenne et du Conseil de l'Europe, et membre des réseaux universitaires ouverts du Conseil de l'Europe (OCEAN) sur la violence de genre
- Nominations en tant que conseillère juridique auprès de commissions parlementaires au Royaume-Uni ; conduite de travaux de recherche à la demande du Ministère de la justice

Liste des publications les plus récentes concernant la discrimination à l'égard des femmes et l'avancement de leurs droits

- Avec J. Herring, *The Cambridge Companion to Comparative Family Law* (éd.), Cambridge University Press, 2019
- S. Choudhry et J. Herring, *European Human Rights and Family Law*, Hart Publishing, 2010
- S. Choudhry, J. Herring et J. Wallbank, *Rights, Gender and Family Law* (éd.), Routledge-Cavendish, 2009
- S. Choudhry, « When women's rights are not human rights – the non-performativity of the human rights of victims of domestic abuse within English family law », *Modern Law Review* (2019) 82, p. 1072 à 1106
- S. Choudhry, « Towards a substantive/transformational conceptualisation of violence against women – a critical frame analysis of Council of Europe discourse », *Modern Law Review*, mai 2016, vol. 79:3

Corinne Dettmeijer-Vermeulen (Royaume des Pays-Bas)

Date et lieu de naissance

9 juillet 1949 ; La Haye, Pays-Bas

Langues de travail

Anglais, français, allemand, néerlandais

Situation/fonction actuelle

- Depuis 2021 : membre et Présidente du Groupe de travail chargé des communications du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes
- Professeure à l'Université de Leyde, titulaire de la prestigieuse chaire Cleveringa (2018-2019), sur l'état de droit, la liberté et la responsabilité, basée principalement aux départements de droit pénal, de droit des mineurs et de droits de l'enfant
- Depuis 2021 : Présidente du conseil de direction de « Misbruikt! », une organisation de lutte contre les abus sexuels sur enfants
- Depuis 2019 : Présidente du Conseil consultatif social du Service de l'immigration et de la naturalisation
- Depuis 2018 : Présidente du Conseil de direction de Child Helpline International
- Depuis 2018 : membre du Netherlands Helsinki Committee
- Depuis 2003 : membre du conseil du Leiden University Fund

Principales activités professionnelles

- Magistrature (1974-2009) : Juge assistante, Procureure près le tribunal de district à Rotterdam ; juge des enfants et des affaires familiales ; juge pénale ; Vice-Présidente des tribunaux de district de La Haye et de Dordrecht
- Rapporteuse nationale sur la traite des personnes et les violences sexuelles contre les enfants (2006-2017) : production de près de 35 rapports sur la traite des personnes, y compris la traite à des fins de prélèvement d'organes ; la pornographie mettant en scène des enfants ; le tourisme pédophile ; les violences sexuelles contre les enfants. Formulation de 215 recommandations dans des rapports périodiques et thématiques à l'intention d'États et d'administrations locales, d'organes chargés d'assurer le respect des lois, d'autorités judiciaires et d'institutions concernées par la lutte contre la traite des personnes ou les violences sexuelles contre les enfants, dont plus de 80 % ont été adoptées. Conduite de travaux de recherche qualitative et quantitative, et transformation des résultats en lignes directrices pour l'élaboration des politiques ; les rapports tiennent compte à la fois des aspects nationaux et internationaux (www.nationaalrapporteur.nl). Insistance permanente sur la situation des filles et des femmes et sur leur vulnérabilité accrue aux violences sexuelles, à la traite des personnes et aux situations de migration. Établissement et maintien de contacts avec des parties prenantes nationales et internationales diverses et variées, des organisations intergouvernementales et non gouvernementales, le Parlement, les forces de l'ordre, le pouvoir judiciaire, les organismes de protection des jeunes, le monde médical, le monde universitaire, les médias, etc.

Formation

- Licence en droit, Université de Leyde, Pays-Bas, 1973

Autres activités principales relevant du champ de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

- Intervenante (principale) lors de nombreuses conférences (internationales), y compris à l'Académie pontificale, sur la traite des personnes, la migration dans le contexte de la traite des personnes, les violences sexuelles à l'égard des femmes et des enfants, et la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes
- Contribution à faire mieux connaître aux Pays-Bas la traite des personnes et les violences sexuelles contre les enfants, en tant que conseillère de nombreuses ONG nationales et internationales sur ces questions

Liste des publications les plus récentes concernant la discrimination à l'égard des femmes et l'avancement de leurs droits

- Mémoire d'*amicus curiae* à la demande de la Cour suprême des États-Unis concernant l'indemnisation des victimes de la pédopornographie
- De nombreuses publications, autres que les rapports susmentionnés, sur la traite des personnes et les violences sexuelles contre les enfants
- Collaboration avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) pour la publication d'un rapport sur la traite cachée des personnes aux Pays-Bas, en adoptant une méthodologie novatrice pour estimer la population concernée, ce qui a permis de mieux savoir où cibler les politiques de lutte contre ce phénomène. L'ONUDC a reproduit cette méthodologie dans d'autres pays afin d'assurer le suivi de la cible 16.2 des objectifs de développement durable

Donatienne Girukwishaka (Burundi)

[Original : français]

Date et lieu de naissance

23 juin 1982 ; Musigati/Kiziba, Burundi

Langue de travail

Français

Situation/fonction actuelle

- Directrice générale de la Promotion de la femme et de l'égalité de genre
- Présidente du Conseil d'administration de la Banque des femmes au Burundi
- Membre de la plateforme pour la mise en place de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République du Congo et la région des Grands Lacs
- Formateur national du centre de formation régional de la suppression des violences sexuelles et celles basées sur le genre
- Membre du comité national de rédaction des rapports périodiques et initiaux des organes de traités, etc.

Principales activités professionnelles

- Promouvoir, au niveau national, l'adoption et la mise en application des lois, politiques et projets de développement fondé sur la promotion, la protection de la femme et l'égalité de genre en vue de la mise en œuvre de la CEDEF, du Programme d'action de Beijing et de la Politique nationale genre
- Coordonner l'intégration du genre dans les programmations des autres domaines en lien avec la CEDEF (santé, éducation, agriculture, environnement, protection sociale, TIC, travail, justice, leadership, etc.)
- Mobiliser les ressources et assurer le suivi-évaluation et le rapportage de la mise en œuvre
- Collaborer étroitement avec les mécanismes internationaux et régionaux (Union africaine et différentes communautés auxquelles le Burundi est membre) en vue de promouvoir l'égalité de genre de la CEDEF, etc.
- Initiatrice de la banque des femmes au Burundi, du système d'alerte précoce et rapide contre les violences sexuelles basées sur le genre (VSBG), du centre d'excellence contre les VSBG, de différentes approches d'autonomisation de la femme (vulnérables)

Formation

- Faculté des lettres et Sciences humaines/Licence en langues et littératures africaines
- Candidate au master en genre et développement
- Lauréate des centres de formation internationaux : le Centre régional de formation sur la suppression des violences sexuelles basées sur le genre (VSBG) en Ouganda ; Centre de formation de l'OIT en Italie sur l'académie genre, la planification et budgétisation selon le genre, le genre et développement, la lutte

contre les VSBG en milieu du travail ; Centre de formation FORHOM en France sur la planification et le suivi opérationnels de programmes et projets ; International Centre for Parliamentary Studies de Londres en Angleterre sur la résolution des conflits et la consolidation de la paix

Autres activités principales relevant du champ de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

- Plus de 10 ans dans la coordination nationale de la mise en œuvre de la CEDEF, expert national en promotion des droits des femmes et de l'égalité de genre avec des interventions au niveau international (Union africaine, CSW, COP)
- Conduite des évaluations sur la prise en compte du genre dans les programmations et interventions des autres secteurs en lien avec la CEDEF
- Déléguée du Burundi aux dialogues constructifs de la soixante-cinquième session du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, de la soixante-dix-huitième session du Comité contre la torture, de la quarante-troisième session de l'Évaluation périodique universelle des droits de l'homme et de la cinquante-sixième session du Comité sur les droits économiques, sociaux et culturels
- Membre du comité national de rédaction des rapports d'évaluation périodiques et universels sur les conventions et pactes en rapport avec les droits de l'homme que le Burundi a ratifiés, etc.

Liste des publications les plus récentes concernant la discrimination à l'égard des femmes et l'avancement de leurs droits

- Guide d'intégration du genre dans les politiques sectorielles du Ministère de la santé, du Ministère de l'environnement et de l'agriculture, du Ministère de la communication et des technologies, 2023
- Rapport de mise en œuvre de la déclaration de Kampala par le Burundi sur la lutte contre les violences sexuelles basées sur le genre, 2017
- Rapport national Beijing + 25 d'évaluation de la mise en œuvre du Programme d'action de Beijing, 2019

Diana González Perrett (Uruguay)

[Original : espagnol]

Date de naissance

26 décembre 1964

Langues de travail

Espagnol et français

Situation/fonction actuelle

- Consultante en droits humains des femmes, des enfants, des adolescents, des personnes handicapées et des dissidents
- Collaboratrice du Red Pro Cuidados (Uruguay) et de l'organisation non gouvernementale « El Paso »
- Membre de la fondation « Tenemos ELA Uruguay »
- Membre du collectif « Tamo' Juntxs » – Costa de Oro, Canelones, Uruguay

Principales activités professionnelles

- Consultante indépendante pour divers organismes nationaux et internationaux en matière d'égalité des genres et de violence de genre ; en particulier, pour l'élaboration d'une législation favorable à l'égalité des genres et à la lutte contre les violences sexuelles
- Enquêtrice sur les thèmes socio-juridiques, en particulier sur les discriminations fondées sur le genre, l'âge, le handicap et l'état de santé
- Chargée de cours dans les domaines couverts par sa spécialité

Formation

- Doctorat en droit et sciences sociales, obtenu à la Universidad de la República, spécialisation dans les droits humains, en particulier : droits des femmes et égalité des genres ; ruralité ; droits liés à la santé ; droits sexuels ; droits reproductifs ; diversité sexuelle ; protection et lutte contre la violence sexuelle, l'exploitation sexuelle et la traite des personnes ; handicap et soins ; droits des enfants et des adolescent(e)s

Autres activités principales relevant du champ de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

- Participation, entre 2011 et 2018, au Comité d'expertes du mécanisme de suivi de la Convention interaméricaine pour la prévention, la sanction et l'élimination de la violence contre la femme (Convention de Belém do Pará) en tant qu'experte pour l'Uruguay, élue Présidente en 2016
- Conduite de travaux de recherche sur les aides techniques non humaines pour les personnes handicapées et leurs aidants (2023)
- Co-rédaction de projets de loi au niveau national :
 - Projet de loi sur l'égalité et la non-discrimination à l'égard des femmes (loi 19.846)

-
- Projet de loi intégrale sur la traite et l'exploitation des personnes (loi 19.643)
 - « Pour une vie exempte de toute violence fondée sur le genre à l'égard des femmes » (loi 19.580)
 - Projet de loi sur le féminicide (loi 19.538)

Liste des publications les plus récentes concernant la discrimination à l'égard de femmes et l'avancement de leurs droits

- « Violencia institucional de género: resoluciones de especial interés », Institución Nacional de Derechos Humanos y Defensoría del Pueblo, 2023 (co-rédigé avec l'unité chargée des questions de genre à l'Institución Nacional de Derechos Humanos y Defensoría del Pueblo)
- *Respuestas normativas para el cumplimiento de los estándares en materia de femicidio/feminicidio: desafíos y buenas prácticas en la legislación procesal penal de la región*, Organisation des États américains, Commission interaméricaine des femmes, Mécanisme de suivi de la Convention de Belém do Pará et Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), 2022

Nahla Haidar El Addal (Liban)

Date et lieu de naissance

22 juillet 1951 ; Liban

Langues de travail

Arabe, anglais, français et quelques notions d'espagnol

Situation/fonction actuelle

- Membre du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes de l'ONU
- Membre de la Commission internationale de juristes (CIJ) et membre du Comité exécutif de celle-ci

Principales activités professionnelles

- Coordinatrice adjointe pour l'avancement des femmes – Office des Nations Unies à Genève
- Directrice principale chargée des relations extérieures, de la communication et de l'information du public [Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI)], s'intéressant principalement au Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUD) et aux objectifs du Millénaire pour le développement
- Directrice du Bureau régional pour les États arabes (OMPI), chargée de la coopération pour le développement, notamment de la promotion des femmes inventrices et innovatrices dans la région
- Directrice générale adjointe, Projet de reconstruction des sociétés déchirées par la guerre [Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS)] : chargée des relations avec le public et de l'apprentissage pour les projets de consolidation de la paix au Guatemala, au Rwanda et en Macédoine, et du renforcement des moyens des femmes au niveau local par la recherche participative et les dialogues
- Chef de section pour l'Afrique du Nord, l'Afrique centrale, l'Afrique de l'Est, le Moyen-Orient et l'Afghanistan [Bureau des Nations Unies pour la coordination de l'assistance humanitaire à l'Afghanistan (UNOCHA)], s'intéressant particulièrement à l'aide humanitaire, aux questions de protection et aux femmes dans les situations de conflit
- Spécialiste des ressources humaines au Siège de l'ONU et à l'Office des Nations Unies à Genève, s'intéressant notamment à l'amélioration de la représentation des femmes dans les postes de direction au Secrétariat
- Spécialiste des questions sociales [Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO)], intervenant sur des projets de développement local dans toute la région, y compris des projets spéciaux visant à améliorer la prise en compte des femmes dans le développement
- Avocate stagiaire, Barreau de Beyrouth

Formation

- Diplôme universitaire du niveau de la maîtrise en droit, option sociologie du droit, Panthéon-Sorbonne, Paris

- Licence en droit, option droit international, Université Saint-Joseph, Beyrouth
- Licence en sociologie, option sociologie du développement, École supérieure des lettres, Université Saint-Joseph, Beyrouth

Autres activités principales relevant du champ de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

- Rapporteuse pour le Liban lors de plusieurs débats, et membre de plusieurs équipes spéciales du pays
- Vice-Présidente du Comité (2021-2022)
- Actuelle Vice-Présidente du Groupe de travail des communications soumises au titre du Protocole facultatif à la Convention (2023-2024)
- Membre du Groupe de travail chargé des enquêtes menées au titre du Protocole facultatif à la Convention
- Rapporteuse pour la recommandation générale n° 37 relative aux aspects liés au genre de la réduction des risques de catastrophe dans le contexte des changements climatiques, adoptée en 2018
- Présidente du Groupe de travail chargé de la collaboration avec les institutions nationales des droits humains
- Rapporteuse chargée de la question des représailles
- Membre du Groupe de travail sur les droits des femmes et des filles autochtones
- Membre du Groupe de travail sur la traite des femmes et des filles dans le contexte des migrations mondiales
- Membre du Groupe de travail sur la recommandation générale n° 35 sur la violence à l'égard des femmes fondée sur le genre, portant actualisation de la recommandation générale n° 19
- Membre du Groupe de travail sur la recommandation générale n° 32 relative aux aspects liés au genre des questions touchant les réfugiées, les demandeuses d'asile et la nationalité et l'apatridie des femmes
- Membre du Groupe de travail sur la recommandation générale n° 30 sur les femmes dans la prévention des conflits, les conflits et les situations d'après conflit
- Membre du Groupe de travail sur les méthodes de travail, s'intéressant particulièrement à l'application de la résolution 68/268 de l'Assemblée générale
- Membre de l'équipe des coordonnatrices et coordonnateurs de l'examen 2020 des mécanismes de coordination pour les droits humains
- Membre du Groupe de travail du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et d'ONU-Femmes chargé des objectifs de développement durable
- Exécution de différentes activités pour le compte du Comité et en appui à l'élaboration de politiques et au renforcement des capacités, au moyen de la sensibilisation et de la formation de fonctionnaires, de juristes et de militants de la société civile aux niveaux national et régional (Algérie, Égypte, France, Japon, Jordanie, Lituanie, Maroc, Royaume-Uni, Russie et Tunisie)
- Participation à différentes réunions d'experts sur les thèmes suivants, entre autres : Les femmes dans le contexte de la migration ; Les femmes et la santé ;

contribution à l'initiative du Haut-Commissariat aux droits de l'homme intitulée « La foi pour les droits »

- Contribution, en tant que membre de la CIJ, au projet visant à donner aux femmes d'Asie et d'Asie du Sud-Est l'accès à la justice au niveau régional (Maldives) et au niveau national (Philippines)

Liste des publications les plus récentes concernant la discrimination à l'égard des femmes et l'avancement de leurs droits

- Très active dans le domaine des droits humains, notamment dans le cadre de l'Union des avocats arabes au début des années 1980, en tant que membre du comité spécial sur les femmes et la charia, ainsi que dans le cadre de l'Arab Organization for Human Rights et, plus récemment, en tant que membre élue de la Commission internationale de juristes
- Participation à plusieurs groupes internes de l'ONU chargés de mener des enquêtes sur des allégations de discrimination, notamment fondée sur le genre
- Conseillère de plusieurs ONG telles que AMEL International et MENTOR Arabia, à titre gracieux, pour la prise en compte systématique des questions de genre dans leurs politiques et programmes
- Consultante auprès d'une ONG internationale pour l'évaluation de l'aide au développement et de l'aide humanitaire sur le terrain (Soudan, Yémen)
- Contribution à plusieurs rapports de l'ONU, notamment sur le statut des femmes au Secrétariat, ainsi qu'à d'autres rapports et supports de formation sur divers sujets abordant également les questions de genre, à savoir la protection des civils en période de conflit armé, les femmes dans les situations de catastrophe, l'humanitarisme et la guerre, l'indice de l'action humanitaire

Madina Jarbussynova (Kazakhstan)**Date et lieu de naissance**

10 novembre 1954

Langues de travail

Anglais et russe

Situation/fonction actuelle

Consultante nationale, conseillère principale d'ONU-Femmes au Kazakhstan

Principales activités professionnelles

- Depuis avril 2021 : consultante nationale, conseillère principale d'ONU-Femmes au Kazakhstan
- De janvier 2020 à novembre 2021 : Chef du département de la coopération multilatérale et de l'intégration des associations de l'Institut d'études de politique étrangère, du Ministère des affaires étrangères
- D'août 1995 à août 2018, M^{me} Jarbussynova a travaillé dans le service diplomatique en tant que conseillère, Directrice du département de la coopération multilatérale, Vice-Ministre des affaires étrangères
- De septembre 2014 à août 2018 : représentante spéciale de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), coordonnatrice de la lutte contre la traite des êtres personnes
- De juin 2012 à septembre 2014 : coordonnatrice de l'OSCE, Ambassadrice en Ukraine
- De 2003 à 2012 : Ambassadrice itinérante chargée de coordonner les questions de coopération au niveau multilatéral dans le domaine de la démocratisation, des droits humains et de l'égalité des genres
- De novembre 1999 à mai 2003 : Représentante permanente du Kazakhstan auprès de l'Organisation des Nations Unies

Formation

- 2005-2007 : faculté de droit, Université D. Kunayev, Almaty, Kazakhstan
- 1998 : cours à l'Académie diplomatique du Ministère des affaires étrangères du Kazakhstan
- 1982-1983 : cours de troisième cycle à la London University College, Survey of English Usage
- 1977-1980 : cours de troisième cycle à l'Académie des sciences de l'Union des Républiques socialistes soviétiques (Moscou)
- 1971-1975 : Kazakh University of International Relations and World Languages

Autres activités principales relevant du champ de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

- En 2023, nommée coordonnatrice nationale du programme pour les femmes et la paix et la sécurité

- Au cours de l'année 2023, participation au Dialogue des femmes dirigeantes d'Asie centrale
- Intervention lors des séances du Conseil de sécurité de l'ONU en 2017, 2018 et 2023 sur la résolution 1325 du Conseil
- Chef des délégations du Kazakhstan aux quarante-neuvième, cinquante-quatrième et cinquante-sixième sessions de la Commission de la condition de la femme, et participation à la soixante-septième session de celle-ci
- 2002-2003 : participation aux travaux du Comité consultatif du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme
- Participation à la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée « Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXI^e siècle » et aux vingt-quatrième et trente-septième sessions du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes
- 2004-2013 : membre de la Commission des droits de l'homme. Sous la direction du Président du Kazakhstan
- 1998-2012 : membre de la Commission nationale sur les questions familiales et la politique de l'égalité des genres, sous la direction du Président du Kazakhstan

Liste des publications les plus récentes concernant la discrimination à l'égard des femmes et l'avancement de leurs droits

- « On the role of human rights mechanisms to protect the rights and ensure the safety of women and girls in Central Asia and Afghanistan », supports des consultations régionales des médiateurs, Astana, juin 2023
- « Gender equality in Kazakhstan », supports de la conférence internationale, Astana, juillet 2022
- « Women, peace and security », dans le recueil des déclarations du Civil Society Alliance Forum, Almaty, novembre 2021

Abide Kpemi épse Kombate (Togo)

[Original : français]

Date et lieu de naissance

3 décembre 1986 ; Tchifama, Togo

Langues de travail

Français et anglais

Situation/fonction actuelle

Directrice du genre et des droits de la femme au Ministère de l'action sociale, de la promotion de la femme et de l'alphabétisation

Principales activités professionnelles

Notre mission consiste entre autres à :

- Faire un diagnostic des textes en vue de relever les obstacles juridiques à éliminer ;
- Contribuer à la conception/élaboration des textes législatifs et réglementaires en matière de protection des droits de la femme ;
- Œuvrer à la sauvegarde des droits reconnus à la femme ;
- Concevoir, élaborer et veiller à la mise en œuvre des programmes de formation et d'éducation de la femme sur les textes nationaux, traités et conventions relatifs aux droits de la femme souscrits par le Togo ;
- Concevoir, élaborer et veiller à la mise en œuvre des programmes de formation en genre ;
- Concevoir des supports de sensibilisation et de plaidoyer en genre ;
- Formuler des indicateurs quantitatifs et qualitatifs différenciés par sexe pour mesurer les résultats, effets et impacts des programmes et projets et faire un suivi-évaluation.

Formation

- Diplômée du cycle 3 de l'École Nationale d'Administration (ENA-Togo) en 2015
- Maîtrise en droit des affaires à l'Université de Kara en 2012

Autres activités principales relevant du champ de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

- Depuis février 2024 : Présidente du Groupe de travail sur les femmes, les jeunes et la paix et la sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel, section Togo
- Depuis juin 2023 : membre du groupe directeur régional de rédaction des rapports nationaux dans le cadre de la mise en œuvre du programme femme, paix et sécurité (FPS) dans l'espace CEDEAO
- Depuis avril 2019 : membre de la plateforme multi-acteurs (une plateforme de concertation entre la société civile togolaise et le Gouvernement togolais sur les questions d'ordre public et surtout sur des questions des droits de l'homme et démocratiques)

- Depuis 2016 : membre active du Groupe de travail sur les femmes, les jeunes et la paix et la sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel, section Togo

Liste des publications les plus récentes concernant la discrimination à l'égard des femmes et l'avancement de leurs droits

- s.o.

Ângela Melo (Mozambique)

Date et lieu de naissance

22 avril 1959 ; Chinde, Mozambique

Langues de travail

Français et anglais

Situation/fonction actuelle

- Directrice de la recherche, de l'éthique et de l'inclusion, Secteur des sciences sociales et humaines (SHS), Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)
- Coordinatrice principale des programmes « priorité Afrique », y compris le programme phare « Histoire générale de l'Afrique » ; représentante du SHS au Comité des publications (service central de l'Organisation) ; Coordinatrice pour les questions de genre du SHS jusqu'en 2021 ; représentante du SHS auprès des instituts et centres de catégorie 2 de l'UNESCO (les centres de catégorie 2 sont des centres indépendants placés sous l'égide de l'UNESCO)

Principales activités professionnelles

Fonctions de coordination, de supervision, d'orientation stratégique et rôles d'animatrice, de modératrice ou de participante dans les manifestations ou activités ci-après :

- Forums mondiaux annuels de lutte contre le racisme et les discriminations, dont les principales séances plénières et tables rondes portent sur des sujets allant de l'avancement des femmes à l'égalité des genres et à la résilience en matière de genre
- Recherches en cours sur l'esclavage transatlantique et commercial : racines historiques du racisme contemporain à l'égard des personnes d'ascendance africaine
- Dans le cadre du programme de dialogue interculturel, des processus de consultation régionaux aboutissant à des projets spécifiques tels qu'un projet phare en Afrique axé sur le rôle des femmes dans la paix et la réconciliation
- Conférence internationale des ministres et hauts fonctionnaires responsables de l'éducation physique et du sport (MINEPS) portant sur la discrimination et la violence à l'égard des femmes dans le sport
- Activités liées à l'application de la Recommandation concernant la science et les chercheurs scientifiques, l'accent étant mis sur le projet Science, technologie et innovation en Afrique (2023) ; élaboration du rapport sur la liberté scientifique ; Forum semestriel de la jeunesse, dont sont issues des recommandations sur la dimension sociale des changements climatiques ; activités liées à l'application de la Recommandation sur l'éthique de l'intelligence artificielle, dans le cadre des forums mondiaux et régionaux y relatifs et de la diffusion de deux outils sur l'évaluation de l'impact éthique et l'état de préparation face aux technologies de l'intelligence artificielle
- Activités de renforcement des capacités des principales parties prenantes (jeunes, fonctionnaires), l'accent étant mis sur la participation et l'inclusion des femmes et des filles, dans le cadre de cours magistraux visant à lutter contre le

racisme et la discrimination à l'égard des femmes, notamment en ce qui concerne l'intelligence artificielle, les droits des femmes et l'égalité des genres

Formation

- Master en droit, Université des Sciences Sociales de Toulouse, France
- Licence et master en droit, Universidade Eduardo Mondlane, Maputo, Mozambique

Autres activités principales relevant du champ de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

- Vaste expérience des dialogues constructifs de haut niveau avec les États Membres dans le cadre de la préparation de leurs rapports nationaux sur la mise en œuvre de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes ; l'examen des demandes présentées par les États Membres africains concernés et d'autres parties prenantes à la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples de l'Union africaine en vue de la mise en œuvre de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples et du Protocole de Maputo y relatif
- Membre de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples pendant huit ans et Rapporteuse spéciale sur les droits des femmes pendant sept ans
- Contribution à l'adoption du Protocole de Maputo relatif aux droits de la femme en Afrique par les chefs d'État des pays membres de l'Union africaine et le Sommet des gouverneurs
- Son expérience de l'examen des plaintes émanant de particuliers et des questions soumises par les parties prenantes à la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples pourrait être utile pour les travaux du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes
- Supervision de projets de mobilisation de bureaux extérieurs et de sièges sur les questions qui transforment les aspects relatifs au genre depuis 2015. Ce travail a donné des résultats positifs à partir de la Conférence interrégionale sur les hommes et les masculinités (Maputo, Mozambique, 2017) et a débouché sur une série de publications sur les « Men'talités » produites à la fois au niveau des sièges et dans les bureaux extérieurs au Sri Lanka, en Inde et au Costa Rica, et sur l'élaboration et l'exécution de projets visant à renforcer les moyens des femmes et lutter contre la discrimination à l'égard des femmes dans le domaine de l'intelligence artificielle, en encourageant les chercheuses à éliminer les stéréotypes et les préjugés fondés sur le genre dans la science, la technologie et l'innovation
- Grâce à son travail, les États membres de l'Union africaine ont toujours consacré dans leurs rapports un chapitre spécifique aux droits des femmes, à la violence à l'égard des femmes et à d'autres sujets spécifiques étroitement liés à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Conduite des premières missions menées dans les pays avec l'autorisation des gouvernements concernés ; contribution à la féminisation accrue de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, et au renforcement de l'approche interprétative dans les travaux de celle-ci

Liste des publications les plus récentes concernant la discrimination à l'égard des femmes et l'avancement de leurs droits

En tant que représentante de SHS au Comité des publications (organe central), elle a préparé des présentations, y compris de courts résumés, des avant-propos, des supports sur les questions de genre et d'autres formulaires connexes pour les publications de l'UNESCO ci-après :

- « Tackling violence against women and girls in Sport – a handbook for decision makers and practitioners » ;
- Une série de publications sur les « Men'talités » au Sri Lanka et en Inde ;
- « Engaging men and boys for gender equality: Success factors in India » ;
- Publications sur la résilience en matière de genre et d'autres thèmes.

Mu Hong (Chine)

Date de naissance

23 décembre 1962

Langues de travail

Chinois et anglais

Situation/fonction actuelle

- De juillet 2012 à novembre 2023, Directrice générale du département international de liaison (devenu département de liaison en 2017) de la Fédération des femmes de Chine. Dans l'intervalle, Directrice du centre d'échange et de coopération de la Fédération des femmes de Chine de 2013 à 2019
- De 2012 à octobre 2023, membre élue du dixième Comité exécutif et des onzième et douzième Comités permanents de la Fédération des femmes de Chine

Principales activités professionnelles

- De juin 2007 à juillet 2012, Directrice générale adjointe du département international de liaison de la Fédération des femmes de Chine
- De novembre 2000 à juin 2007, membre du département international de liaison de la Fédération des femmes de Chine, occupant successivement les postes de Directrice de la section publicité, Directrice du bureau général et Inspectrice adjointe du département
- De juillet 1984 à novembre 2000, membre du département international de liaison du comité central de la Ligue de la jeunesse communiste, occupant successivement les postes de Directrice adjointe du bureau général et de Directrice de la section publicité, et parallèlement le poste de Directrice générale adjointe du département international de la Fédération panchinoise des jeunes

Formation

- Mu Hong a suivi des études universitaires supérieures en cours d'emploi au département d'administration de l'Université Renmin de Chine et a obtenu une maîtrise de droit, de septembre 1995 à juin 1998
- Elle a étudié le russe au département des langues de l'Université de Moscou (ex-Union soviétique) d'octobre 1987 à octobre 1988
- Elle a obtenu une licence en langue et littérature russes au département des langues étrangères de l'Université de Wuhan en 1984

Autres activités principales relevant du champ de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

- Mu Hong étudie depuis longtemps les tendances de développement du mouvement international des femmes, s'engage à promouvoir les échanges entre les femmes chinoises et étrangères et la coopération internationale entre les femmes, accorde une grande attention aux droits humains des femmes, prend une part active aux dialogues sur les droits humains relatifs aux femmes et en

fait la promotion. Elle possède une riche expérience en matière de diplomatie civile et publique.

- Mu Hong s'est toujours engagée en faveur de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes. En tant que membre du Comité permanent et Directrice générale chargée des affaires internationales de la Fédération des femmes de Chine depuis plus de 10 ans, elle connaît très bien les lois et les politiques du Gouvernement chinois visant à promouvoir le développement des femmes et à sauvegarder leurs droits et leurs intérêts. Elle a pris une part active à l'innovation théorique et aux pratiques importantes de la Fédération des femmes de Chine pour l'accélération de la progression vers l'égalité entre les hommes et les femmes. Elle a mené des études sur le terrain dans 30 provinces, régions autonomes et municipalités, ainsi qu'à Hong Kong et à Macao, afin de s'informer de la situation des femmes et des actions menées en faveur de leur promotion dans différents endroits. En outre, elle s'est rendue dans plus de 60 pays pour s'informer sur l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes, et a acquis une connaissance approfondie des préoccupations communes, des besoins réels, des possibilités et des difficultés avec lesquelles sont confrontées les femmes dans différents pays.
- Mu Hong prend une part active aux échanges entre femmes chinoises et étrangères et les encourage. Mu Hong attache une grande importance aux échanges et à la coopération entre les femmes chinoises et étrangères, ainsi qu'à la mise en commun de leurs données d'expérience. Au cours des dernières décennies, la Fédération des femmes de Chine a établi des liens avec plus de 400 organismes publics, organisations de femmes et organisations internationales et régionales, répartis dans plus de 120 pays à travers le monde. Mu Hong a encouragé l'intégration des échanges entre femmes dans un certain nombre de mécanismes d'échanges entre pays et a contribué aux échanges bilatéraux entre la Chine et le Royaume-Uni, la Chine et l'Europe, la Chine et la Russie, la Chine et la France, la Chine et l'Allemagne, la Chine et l'Afrique du Sud, la Chine et le Japon, etc. Elle a pris une part active aux programmes relatifs aux femmes dans le cadre du Programme d'action pour la coopération économique entre pays non alignés et autres pays en développement, du Groupe des 20, du groupe BRICS, de l'Organisation de Shanghai pour la coopération, de la coopération entre la Chine et l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), de la coopération entre la Chine et les États arabes, de la coopération entre la Chine et l'Afrique, entre autres, et en a accéléré la mise en œuvre. Elle a également planifié et organisé des activités relatives au dialogue sur les droits humains des femmes, à la montée en puissance des femmes dans l'économie, à l'éducation des femmes et à la réduction de la pauvreté, à la lutte contre la violence domestique, à la formation au leadership des femmes, etc. Par exemple, le Séminaire franco-chinois sur la lutte contre les violences domestiques s'est tenu pendant neuf années consécutives, le programme de formation organisé par la Chine et l'Allemagne sur le renforcement des capacités des dirigeantes à l'échelon local s'est tenu pendant deux années consécutives, le forum des femmes organisé par la Chine et l'ASEAN et le forum des femmes organisé par la Chine et les pays arabes se sont tenus à plusieurs reprises, et le forum des femmes organisé par la Chine et les pays d'Afrique s'est tenu en 2023. Se concentrant sur le renforcement des capacités des femmes dans les pays en développement, Mu Hong a joué un rôle important dans l'organisation de l'atelier à l'intention des femmes cadres des pays du Lancang-Mékong sur l'élimination de la pauvreté, de l'atelier pour les organisations de femmes d'Afrique, du séminaire à l'intention des femmes cadres des pays des îles du Pacifique et de l'atelier à l'intention des femmes

dirigeantes des Caraïbes. Depuis 2018, elle a dirigé l'exécution de 30 projets d'assistance matérielle à petit budget (10 millions de yuan) de la Fédération des femmes de Chine, au profit de femmes de près de 30 pays, et l'acheminement d'un don de matériel de prévention des épidémies à 15 pays (d'une valeur de 17 millions de yuan).

- Mu Hong prend une part active à la promotion des échanges et de la coopération entre la Fédération des femmes de Chine et l'ONU. Elle attache une grande importance aux efforts activement déployés par l'ONU pour parvenir à l'égalité des genres dans le monde et au développement intégral des femmes, en particulier à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes qui s'est tenue à Beijing en 1995, et s'engage à promouvoir la coopération entre la Fédération des femmes de Chine et les organismes des Nations Unies pertinents. Elle a participé à la préparation de la commémoration par la Chine des dixième, quinzième, vingtième et vingt-cinquième anniversaires de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et, en particulier, de la Réunion de mobilisation des dirigeants du monde en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes, organisée conjointement par la Chine et ONU-Femmes en 2015. En septembre 2020, elle a préparé et organisé la réunion commémorant le vingt-cinquième anniversaire de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et le cinquième anniversaire de la Réunion de mobilisation des dirigeants du monde en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes, sur le thème « Les femmes et la réduction de la pauvreté au XXI^e siècle », organisé conjointement par la Fédération des femmes de Chine et ONU-Femmes. Elle a également exécuté les dons du Gouvernement chinois à ONU-Femmes. Elle a participé aux sessions annuelles de la Commission de la condition de la femme de l'ONU en tant que chef ou membre de délégations. En août 2020, elle a encouragé la coopération entre la Fédération des femmes de Chine et ONU-Femmes en organisant en ligne la table ronde ministérielle internationale sur la réalisation de l'objectif de développement durable n° 5, pendant la pandémie de COVID-19, sur le thème « De la riposte au relèvement : expériences de la Chine et des partenaires internationaux ». En novembre 2021, elle a coprésidé le colloque sur le thème « Le rôle des femmes dans les efforts de lutte contre la pandémie et le relèvement après la pandémie » avec le Président de la soixante-seizième session de l'Assemblée générale de l'ONU, Abdullah Shahid, qui était en visite. Elle a dirigé son équipe dans l'exécution de projets de coopération internationale avec les organismes des Nations Unies pertinents dans les domaines de la participation politique des femmes, de la lutte contre la violence domestique, de l'enseignement préprimaire, du travail et du relèvement après la pandémie, entre autres, dans 31 provinces, régions autonomes et municipalités à travers la Chine. Ces dernières années, elle a collaboré avec ONU-Femmes sur le projet intitulé « Supporting Women to Recover from Socio-Economic Impacts of COVID-19 », et avec l'UNICEF sur le projet intitulé « Community-Based Support for Early Learning and Responsive Care for Children aged 0-6 years in China ».
- Mu Hong prend une part active aux dialogues sur les droits humains des femmes ainsi qu'à la vulgarisation et à la publicité de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Elle a toujours été d'accord avec l'idée que les droits de la femme constituent une partie importante des droits humains fondamentaux, et attache une grande importance au rôle clef de la Convention dans l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et dans la protection des droits et des intérêts des femmes. Elle a participé aux examens des rapports de la Chine sur la mise en œuvre de la Convention par le

Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes en 2014 et 2023 en tant que membre de la délégation chinoise. Elle a également participé à de nombreux dialogues bilatéraux et multilatéraux sur les droits humains des femmes, au cours desquels elle a pris l'initiative de faire connaître l'esprit de la Convention et son contenu principal aux services gouvernementaux pertinents, aux fonctionnaires et aux dirigeants des fédérations féminines locales. En mars 2023, elle a préparé et organisé un atelier sur le thème « Together for an Equal Tomorrow: Workshop on Gender Equality Laws and Policies », qui a été organisé conjointement par la Fédération des femmes de Chine et les bureaux d'ONU-Femmes et du FNUAP en Chine.

Liste des publications les plus récentes concernant la discrimination à l'égard des femmes et l'avancement de leurs droits

- s.o.

Lia Nadaraia (Géorgie)

Date et lieu de naissance

31 mai 1957 ; Tbilissi, Géorgie

Langues de travail

Géorgien, anglais, russe, français

Situation/fonction actuelle

- Présidente du Caucasian Feminist Institute, doté du statut consultatif auprès du Conseil économique et social de l'ONU
- Directrice du Centre de ressources politiques pour les femmes
- Fondatrice et conseillère stratégique – Gender Network Eastern Partnership (Ge NEP)

Principales activités professionnelles

- Spécialiste internationale des questions de genre, avec une solide expérience de plus de 25 ans dans le secteur civique. Elle œuvre pour le renforcement des capacités de différents acteurs (fonctionnaires, militants civils, médias et spécialiste des questions de genre) dans le domaine des droits humains des femmes et de l'égalité des genres
- De 2015 à 2022, membre du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et Rapporteuse du Comité de 2019 à 2020
- De 2004 à 2012, membre du Conseil consultatif sur l'égalité des genres placé sous l'autorité du Président du Parlement géorgien, et a élaboré des lois, des plans d'action et des programmes nationaux sur les droits des femmes et l'égalité des genres
- Elle a engrangé une vaste expérience à l'échelle internationale en collaborant avec le Conseil économique et social. Elle occupe le poste de Présidente du Caucasian Feminist Institute, qui jouit d'un statut consultatif auprès du Conseil économique et social depuis 2005. Elle coopère avec des organisations de la société civile du monde entier pour mener des recherches fondées sur des données probantes, élaborer des stratégies nationales et formuler des recommandations politiques
- Depuis 1999, elle a dirigé des programmes éducatifs et animé des conférences sur les droits humains des femmes et les questions de genre dans plusieurs universités et établissements d'enseignement aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe, ainsi que dans la région du Partenariat oriental et en Géorgie. Elle est auteure et éditrice, et publie des études et d'autres ouvrages

Formation

- Diplôme en diplomatie et sécurité d'État, Georgian Institute of Public Administration (2005)
- Doctorat en psychologie générale et sociologie, Institut géorgien de psychologie (1994-1997)
- Master en psychologie (avec mention), Tbilisi State University, Géorgie (1973-1978)
- Éducation primaire et secondaire à Tbilissi, Genève et Kano (1964-1973)

Autres activités principales relevant du champ de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

- Depuis 2015 : promotion d'une meilleure coordination entre les mécanismes internationaux et régionaux de promotion des droits humains des femmes
- Depuis 1999 : participation aux conférences de l'ONU sur les questions relatives aux femmes, notamment aux sessions de la Commission de la condition de la femme
- Renforcement des capacités des États parties et des acteurs sociaux en ce qui concerne les droits humains des femmes et la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

Liste des publications les plus récentes concernant la discrimination à l'égard des femmes et l'avancement de leurs droits

- « Women's Empowerment Decade », Parlement géorgien, Tbilissi, 2023 (<https://parliament.ge/parliament/councils/51090/about>)
- « Promotion of women's and feminist initiatives for ratification of the Istanbul Convention and counteraction anti-gender initiatives in the EaP Region », rapport, Lvov, www.genep.online (2020)
- « State policies regarding prevention, protection and prosecution of gender-based violence and domestic violence in 6 Eastern Partnership Region (Ukraine, Armenia, Georgia, Belarus, Moldova and Azerbaijan) », rapport, Komrat, Moldova, www.genep.online (2019)
- « Gender policy and practices in countries of Eastern Partnership, in accordance with "Eastern Partnership – 20 Deliverables for 2020-2018" », rapport, Kiev, www.genep.online (2018)
- « Gender mainstreaming in activities of the Eastern Partnership Civil Society Forum and national platforms of Belarus, Georgia and Ukraine », Minsk, www.genep.online (2016)

Thérèse Ngoluma Malongue épouse Atangana Amougou (Cameroun)

[Original : français]

Date et lieu de naissance

1^{er} juin 1965 ; Victoria, Cameroun

Langues de travail

Français et anglais

Situation/fonction actuelle

- Depuis 2022 : Professeure titulaire des universités du Cameroun
- Membre du Conseil scientifique de la Chaire Santé et Globalisation de l'Université de Yaoundé II

Principales activités professionnelles

- Responsable des enseignements de droit des personnes, droit de la famille, droit international privé, à l'Université de Yaoundé II (Cameroun) et à l'Université Omar Bongo (Gabon) ; encadrement des travaux de recherches des étudiant(e)s
- Depuis 2023, formatrice à l'Institut International des Droits de l'Homme (IIDH) de la Fondation René Cassin ; cours sur « Le droit à l'éducation » et « L'éducation aux droits de l'homme et développement », Yaoundé, octobre 2023
- Depuis 2021, Directrice scientifique du Comité de Suivi de l'avant-projet de Code des personnes et de la famille du Cameroun (CPF-ComSuivi)
- De 2014 à 2022, Membre de la Commission nationale des droits de l'homme et des libertés
- De 2012 à 2023, membre du Comité national d'éthique sur la recherche en santé humaine

Formation

- 2009 : agrégation en droit privé et sciences criminelles (Concours CAMES)
- 2001 : doctorat de droit privé (spécialité droit de la famille) à l'Université Lyon 3 (France)
- 1997 : DEA de droit privé (spécialité droit de la famille), Université Jean Moulin, Lyon 3 (France)
- 1992 : maîtrise de droit, Université Paris XII Val de Marne (France)
- 1991 : licence de droit privé francophone, Université de Yaoundé (Cameroun)

Autres activités principales relevant du champ de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

- Consultante genre à l'UNESCO (France) d'octobre 2015 à décembre 2016 pour l'élaboration d'une étude sur les actions de l'UNESCO en Afrique visant à promouvoir les droits des femmes (publié en 2017 sous l'intitulé *L'UNESCO et l'égalité des genres en Afrique subsaharienne*)

- Experte en genre et élections d'ONU-Femmes (Cameroun) successivement en 2013 (élections législatives et municipales, élections sénatoriales) et 2012 à l'occasion des élections présidentielles du 9 octobre 2012
- Experte en genre et élections de l'UNIFEM (actuelle ONU FEMMES) : élaboration d'un guide de formation sur la prise en compte du genre en matière électorale ; élaboration d'un Prodoc 2010-2013 sur le thème « Faire avancer la politique au Cameroun avec les femmes » ; élaboration d'un plan stratégique sur la prise en compte du genre lors des processus électoraux au Cameroun

Liste des publications les plus récentes concernant la discrimination à l'égard des femmes et l'avancement de leurs droits

- *Droits africains des personnes*, Bruxelles, Bruylant, 2022, 795 pages
- « Le droit à l'éducation de la femme : un droit fondamental ? », in *Droits fondamentaux et politiques de solidarité au prisme des actions sociales de la première dame*, 2018
- « Le juge camerounais et le droit international », in *Le Cameroun et le droit international*, Pedone, 2014
- « Le principe d'égalité en droit camerounais de la famille », *RIDC*, 2006/3, p. 833-858

Eunice Njovana (Zimbabwe)

Date et lieu de naissance

30 octobre 1957 ; Harare, Zimbabwe

Langues de travail

Anglais

Situation/fonction actuelle

- 2021 : consultante d'ONU-Femmes pour l'analyse des questions de genre pour les plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable de 13 pays d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe
- 2020-2021 : évaluation du programme régional du FNUAP pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe
- 2019-2021 : plan de mise en œuvre du Plan d'action national du Zimbabwe visant à mettre fin au mariage d'enfants, commandé par l'UNICEF
- Élaboration d'un plan de mise en œuvre et d'un cadre de résultats de la Stratégie de l'Union africaine pour l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes 2018-2028
- Conseillère technique sur les questions de genre auprès de la Commission nationale pour la paix et la réconciliation au Zimbabwe

Principales activités professionnelles

Chargée de programme de pays (Sierra Leone), Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (2009-juin 2011) :

- L'UNIFEM a apporté un appui financier et technique au Plan stratégique national pour l'égalité des genres en Sierra Leone (2009-2012)
- A fait en sorte que le programme autonome sur l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes, dans le cadre de la Vision commune des Nations Unies, soit fondé sur la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

Chargée de programme de pays (Zimbabwe), Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (2005-2008) :

- Elle a aidé et orienté l'équipe de pays des Nations Unies au Zimbabwe pour la prise en compte des questions de genre dans le cadre d'une évaluation globale de la capacité du Conseil national de lutte contre le sida du Zimbabwe, commandée par le Fonds mondial
- Mobilisation d'un financement de la Commission européenne pour la Women's Coalition pendant deux ans, au profit de 25 organisations dans le cadre d'une subvention de 1 million d'euros
- Coordination du processus d'élaboration d'une campagne nationale multimédia visant à médiatiser davantage les soins à domicile et le fardeau que les soins dans le milieu de vie font peser sur les femmes et les filles

Formation

- Maîtrise en gestion des affaires publiques, Université de Fort Hare et Université du Zimbabwe, 2001
- Licence en administration, Université du Zimbabwe (1979)

Autres activités principales relevant du champ de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

- Directrice de Musasa Project, une ONG qui lutte contre les violences à l'égard des femmes et des enfants au Zimbabwe
- 2007-2009 : membre du conseil d'administration du Southern Africa HIV and AIDS Information Dissemination Service
- 2017-2020 : Présidente du Conseil de lutte contre la violence domestique du Zimbabwe
- Depuis 2016 : membre du Groupe consultatif de la société civile d'ONU-Femmes pour le Zimbabwe, l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe
- Membre du Conseil d'administration du Culture Fund, en qualité de spécialiste des questions relatives à l'égalité des genres et aux droits humains des femmes
- Membre du Conseil de l'Université d'État de Gwanda en tant que représentante des groupes de femmes au Zimbabwe
- Membre du Conseil d'administration de l'International Precious Stones Foundation, qui vise à promouvoir la valeur et le potentiel des femmes et des filles

Liste des publications les plus récentes concernant la discrimination à l'égard des femmes et l'avancement de leurs droits

- Charlotte Watts et Eunice Njovana, « Gender Violence in Zimbabwe need for collaborative action », publié dans *Reproductive Health Matters*, 1996
- Charlotte Watts, Eunice Njovana et Mavis Ndlovu, « Women, Violence and HIV/AIDS in Zimbabwe », publié dans *SAFAIDS Journal*, 1997

Jelena Pia-Comella (Andorre)

Date et lieu de naissance

28 mars 1973 ; Escaldes-Engordany, Andorre

Langues de travail

Anglais, français et espagnol

Situation/fonction actuelle

- Professeure adjointe, Université Hofstra, et chargée de cours adjointe, John Jay College of Criminal Justice
- Membre du corps enseignant de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR)
- Consultante et formatrice, Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) et Université Senghor

Principales activités professionnelles

- Chargée de cours sur le droit international des droits humains et la justice de genre pour les crimes sexuels et les crimes fondés sur le genre liés aux conflits, au John Jay College of Criminal Justice et à l'Université Hofstra, y compris sur la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, les Conventions de Genève et le Statut de Rome
- Formatrice de jeunes professionnels et diplomates à la responsabilité de protéger et au programme pour les femmes et la paix et la sécurité dans le cadre du programme « Global Diplomacy Initiative de l'UNITAR » et du programme de bourses de la présidence de l'Assemblée générale à l'intention des jeunes diplomates des pays les moins avancés, des pays en développement sans littoral et des petits États insulaires en développement [initiative « Harnessing Opportunities for Promoting Empowerment of Youth » (HOPE)]
- Formatrice de hauts fonctionnaires au programme pour les femmes et la paix et la sécurité pour l'OIF et l'Université Senghor

Formation

- Master en économie politique internationale et développement, Fordham University, New York
- Certificat de spécialisation sur les marchés émergents et l'analyse du risque pays
- Membre d'Omicron Delta Epsilon, la société honorifique internationale dans le domaine de l'économie
- Licence en économie (avec mention), Université de Fribourg, Suisse

Autres activités principales relevant du champ de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

- Membre du Conseil d'administration et membre de réseaux promouvant le leadership des femmes, les droits des femmes et la justice de genre (Global Justice Center ; Women Network on the Responsibility to Protect, Peace and Security, de la British Academy for the humanities and social sciences de

l'Université de Leeds ; chercheuse invitée au Center for International Human Rights du John Jay College)

- Rédactrice de politiques d'égalité des genres pour des organisations de la société civile et des réseaux d'organisations. Ancienne membre du comité pour l'égalité des genres et l'éducation du Réseau Normalisation et Francophonie, qui a rédigé les lignes directrices et les normes relatives à l'égalité des genres pour les manuels scolaires et les supports de cours

Liste des publications les plus récentes concernant la discrimination à l'égard des femmes et l'avancement de leurs droits

- Pia-Comella, J., *The Force of Witness: Contra feminicide*, par Rosa-Linda Fregoso, *Human Rights Review* 24, 307-308 (2023)
- Pia-Comella, J (2020), L'agenda « Femmes, paix et sécurité » : cadre normatif, bonnes pratiques de sa mise en œuvre, *Politorbis : Prévenir les atrocités : vers de nouveaux paradigmes ?* (n° 68, p. 65 à 70) Département fédéral des affaires étrangères DFAE (2021)

Bandana Rana (Népal)

Date et lieu de naissance

15 août 1961 ; Katmandou, Népal

Langues de travail

Anglais, népalais, hindi et français (notions de base)

Situation/fonction actuelle

- Membre du groupe de réflexion du Ministère népalais de la femme, des enfants et des personnes âgées
- Présidente du Global Network of Women Peacebuilders
- Membre de la Commission de haut niveau du FNUAP pour le suivi du Sommet de Nairobi sur la CIPD25 (septembre 2020-2023)
- Membre du Comité éditorial du South Asian Journal on Gender and Peace Building (WISCOMP)
- Fondatrice et coordonnatrice du 1325 Action Group (Consortium d'ONG se consacrant aux questions relatives aux femmes et à la paix et à la sécurité)
- Cofondatrice et conseillère stratégique de Saathi (ONG luttant contre les violences à l'égard des femmes au Népal)

Principales activités professionnelles

- Ancienne Présidente de la National Women's Commission du Népal
- Chef d'équipe, programme « Addressing Social Barriers that Hamper Advancement of Women » qui donne plus d'efficacité à la stratégie nationale et le plan d'action du Gouvernement sur la violence fondée sur le genre
- Continue à donner une orientation stratégique pour la création de mouvements en faveur de l'égalité des genres au Népal et en Asie du Sud, en fournissant des services, à titre gracieux, à de nombreuses ONG et à des réseaux régionaux
- Initiatrice des programmes « Engaging Men and Boys » et collaboration active avec les membres de MenEngage Alliance aux niveaux national, régional et mondial
- Principale rédactrice du plan d'action national du Népal sur les résolutions 1325 et 1820 du Conseil de sécurité ; participation au renforcement des capacités des parties prenantes étatiques et de la société civile sur la mise en œuvre du programme pour les femmes et la paix et la sécurité dans de nombreux pays touchés par des conflits
- Responsable du National Network for Beijing Review of Nepal et participation active aux examens de Beijing + 15, Beijing + 20 et Beijing + 25 aux niveaux national et régional

Formation

- Diplôme de troisième cycle sur le thème « Les femmes dans le journalisme », FOJO, Suède (1997)
- Diplôme de troisième cycle en gestion de projet, Atlanta Management Institute, États-Unis (1992)

- Diplôme de troisième cycle en information et actualités, Centre de formation de Radio Netherlands, Pays-Bas (1987)
- Maîtrise (un an de littérature anglaise, 1983) et licence (psychologie et culture, spécialisation en anglais), Université Tribhuvan (1981-1982)

Autres activités principales relevant du champ de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

- Joue un rôle moteur dans les programmes de Saathi (ONG) relatifs à l'égalité des générations, à la mobilisation des hommes et des garçons, au trafic transfrontalier, aux pratiques préjudiciables, au renforcement des capacités des fonctionnaires aux niveaux fédéral et provincial pour la prise en compte des observations finales du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes dans les plans et politiques annuels
- Organisation et animation d'une conférence nationale des centres d'hébergement pour femmes en juin 2023, conjointement avec Saathi et le Ministère de la femme
- Réalisation d'un examen fonctionnel des mécanismes de promotion de la femme au Pakistan (FNUAP Pakistan), 2022
- Personne-ressource dans le cadre du programme d'échange pédagogique entre 10 États du Pacifique sur le processus d'établissement des rapports du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, organisé par ONU-Femmes et le Haut-Commissariat aux droits de l'homme, juillet 2022
- Prend une part active à l'utilisation du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes pour promouvoir l'égalité des genres et lutter contre la discrimination et la violence à l'égard des femmes, par le renforcement des capacités, la mobilisation des médias et l'élaboration d'outils de communication sur le Comité et les liens entre celui-ci et le Programme d'action de Beijing, les objectifs de développement durable et la résolution 1325 du Conseil de sécurité
- En tant que cofondatrice et ancienne Présidente du Global Network of Women Shelters, elle a pris une part active au mouvement d'amélioration des refuges aux niveaux régional et mondial
- Membre de la délégation de son pays à de nombreuses conférences internationales des entités des Nations Unies, notamment la Commission de la condition de la femme, l'Assemblée générale et la Conférence sur la population et le développement
- En tant que membre du Groupe consultatif de haut niveau chargé de l'étude mondiale du Secrétaire général de l'ONU sur les 15 ans de la résolution 1325 du Conseil de sécurité, elle a contribué de manière significative à la documentation et à la compilation des perspectives et des expériences de la société civile de la région Asie-Pacifique

Liste des publications les plus récentes concernant la discrimination à l'égard des femmes et l'avancement de leurs droits

- Étude préliminaire intitulée « Male perpetrators of rape: Characteristics & behaviours » (2021)
- « Rapid assessment of women shelters in Nepal on impact of Covid-19 » (juin 2020)

« CEDAW – A tool for addressing violence against women », chapitre de recherche faisant partie du grand rapport intitulé « 70 Years of Development », Sustainable Development Policy Institute (SDPI), Pakistan (2019)

- « Implementation status of the Domestic Violence Act in Nepal », étude d'évaluation (Saathi 2018)

Erika Schläppi (Suisse)

Date et lieu de naissance

4 novembre 1959 ; Lenk/Berne, Suisse

Langues de travail

Allemand, anglais, français, espagnol

Situation/fonction actuelle

Consultante principale et co-directrice de Ximpulse Ltd, une équipe de consultantes et de consultants indépendants basée en Suisse, travaillant dans le domaine des droits humains, y compris les droits des femmes et le genre, la gouvernance, l'accès à la justice, ainsi que la médiation et la transformation des conflits, qui effectue des missions dans les pays en développement et en transition, en Suisse et dans l'Union européenne, et qui accompagne diverses parties prenantes dans les processus de réforme, souvent dans des contextes touchés par des conflits

Principales activités professionnelles

- Co-directrice et experte principale de l'équipe de consultantes et de consultants de Ximpulse (depuis 2009)
- Experte-conseil indépendante sur les questions de gouvernance, l'état de droit, les droits humains internationaux, les droits des femmes et la coopération pour le développement (1998-2009)
- Analyste principale de recherche à l'Institut de droit public, Université de Berne, Prof. Walter Kälin (1994-2000), recherche sur les droits humains dans la coopération pour le développement et l'assistance économique
- Juriste et chef adjoint de la Section des droits humains du Département fédéral des affaires étrangères, Suisse (1989-1994)
- Analyste juridique de l'ONG Association pour la prévention de la torture (ex-Comité suisse contre la torture) (1987-1989)

Formation

- Doctorat en droit, Université de Berne, Suisse, 1998. Thèse de doctorat sur le sujet : « Human rights in bilateral development cooperation: Opportunities and risks from an international law perspective », a remporté le prix Walther Hug 1999 récompensant une recherche exceptionnelle dans le domaine du droit
- Avocate (Rechtsanwältin), Université de Berne/Haute Cour de Berne, 1985. Formation juridique générale comprenant un stage dans les tribunaux et les cabinets d'avocats

Autres activités principales relevant du champ de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

Travaille en tant qu'experte dans des environnements gouvernementaux et non gouvernementaux, pour évaluer les contextes politiques, concevoir et faciliter des interventions et des processus de réforme, évaluer les résultats en matière de droits humains et de droits de la femme, en Suisse et dans d'autres pays, par exemple :

- Importantes contributions à divers rapports soumis par la Suisse au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et au premier rapport

soumis au Groupe d'experts sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique ;

- Conception et élaboration d'un outil en ligne pour l'utilisation de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes dans la pratique juridique en Suisse ;
- Conseils sur les droits internationaux des femmes à la Commission fédérale pour les questions féminines en Suisse et à la Direction du développement et de la coopération (DDC) ;
- Soutien essentiel à la création récente de l'institution nationale suisse des droits humains ;
- Conduite de recherche universitaire, d'études analytiques, d'ateliers et de formations sur les droits des femmes (y compris la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes) et les droits humains, à l'intention des parties prenantes gouvernementales et non gouvernementales ;
- Membre du conseil d'administration de l'ONG internationale Association pour la prévention de la torture (APT).

Liste des publications les plus récentes concernant la discrimination à l'égard des femmes et l'avancement de leurs droits

- E. Schläppi/J. Wyttenbach/S. Ulrich (éd.), Commentaire sur la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (en allemand), 2015
- E. Schläppi (2022), « Objectifs communs – univers différents : l'égalité des genres dans les droits humains, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et le Programme de développement durable », dans *Kritisches Rechtsdenken II* (en allemand)
- E. Schläppi (2021), « Des droits de vote à la participation politique effective : l'égalité formelle et réelle et la nécessité de prendre des mesures positives », dans *Juristinnen Schweiz* (éd.), *Recht und Geschlecht : Herausforderungen der Gleichstellung* (en allemand)

Natasha Stott Despoja (Australie)

Date et lieu de naissance

9 septembre 1969, Rose Park, Australie-Méridionale

Langues de travail

Anglais

Situation/fonction actuelle

- Membre du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes
- Professeure en pratique politique, Australian National University
- Directrice, Deloitte
- Membre du Conseil consultatif du Broad Agenda (50/50 by 2030 Advisory Group), une fondation australienne dont l'objectif est d'accroître la représentation des femmes aux postes de responsabilité
- Membre du George Washington Global Women's Leadership Council

Principales activités professionnelles

- Membre du Comité directeur de la Coupe du monde féminine 2023 de la FIFA (2022-2023)
- Première présidente de Our Watch (2013-2021)
- Membre du Groupe de travail de haut niveau sur la santé et les droits de l'homme des femmes, des enfants et des adolescents (2017)
- Observatrice internationale des élections, au Nigéria, en Indonésie, au Cambodge et au Kenya (2017)
- Membre du Conseil consultatif de la Banque mondiale sur le genre (2015-2017)
- Ambassadrice mondiale de l'Australie pour la cause des femmes et des filles (2013-2016)
- Dirigeante du Parti démocrate australien (2001-2002)
- Sénatrice de l'Australie-Méridionale et plus jeune femme à entrer au Parlement fédéral australien (1995-2008)

Formation

- Professeure en pratique politique, Australian National University
- Chercheuse invitée honoraire, Université d'Adélaïde
- Doctorats *honoris causa*, reçus de l'Université d'Adélaïde et de l'Université d'Adélaïde du Sud
- Licence en sciences politiques et en histoire, Université d'Adélaïde

Autres activités principales relevant du champ de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

- M^{me} Stott Despoja siège au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes depuis 2021. Elle occupe plusieurs fonctions au sein du Comité, notamment celles de Rapporteuse pour le suivi et de Vice-Présidente

du Groupe de travail sur la recommandation générale n° 40 sur la représentation égale et inclusive des femmes dans les systèmes de prise de décisions.

- En tant que sénatrice au Parlement australien, elle a exécuté diverses initiatives en faveur de l'égalité des genres, notamment en déposant le premier projet de loi sur le congé de maternité payé au Parlement australien et en plaidant en faveur de la ratification par l'Australie du Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes.
- En tant qu'Ambassadrice mondiale de l'Australie pour la cause des femmes et des filles, M^{me} Stott Despoja a représenté l'Australie à des réunions consacrées à l'égalité des genres, notamment à la Commission de la condition de la femme, au Conseil des droits de l'homme, au Forum de l'APEC sur les femmes et l'économie, et au Dialogue des femmes chefs d'entreprise du Pacifique.

Liste des publications les plus récentes concernant la discrimination à l'égard des femmes et l'avancement de leurs droits

- *On Violence*, Melbourne University Press, 2019
- « Women, peace and security: Australia in the UNSC », *International Humanitarian Law Magazine*, 2015

Patsilí Toledo Vásquez (Chili)

Date et lieu de naissance

11 avril 1976, Los Ángeles, Chili

Langues de travail

Anglais, espagnol (langue maternelle)

Situation/fonction actuelle

- Consultante internationale sur les droits humains des femmes, en particulier sur la violence à l'égard des femmes fondée sur le genre
- Chargée de cours adjointe sur la violence fondée sur le genre et la protection internationale des droits humains, ainsi que sur le genre et le système de justice pénale à l'université Pompeu Fabra, Barcelone, Espagne

Principales activités professionnelles

- Depuis 2009, M^{me} Toledo Vásquez travaille en tant qu'experte-conseil pour divers organismes et bureaux des Nations Unies sur des questions liées à la violence à l'égard des femmes fondée sur le genre, y compris le féminicide et la violence sexuelle.
- Elle a été la principale consultante pour l'élaboration de la note d'information 2023 de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) sur les comités d'examen des féminicides, présentée à la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale.
- Elle a élaboré l'examen mondial 2020 de l'ONUDC sur les données émergentes des effets de la COVID-19 sur l'action du système de justice pénale contre la violence à l'égard des femmes fondée sur le genre, et a préparé des consultations spécifiques sur l'accès des femmes à la justice au Népal et au Bangladesh.
- En tant que consultante auprès du Haut-Commissariat aux droits de l'homme, M^{me} Toledo Vásquez a rédigé la recommandation générale n° 35 (2017) sur la violence à l'égard des femmes fondée sur le genre du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes.
- Elle a enseigné à l'Université du Chili, à l'Université de Barcelone, à l'Université de la coopération internationale (Costa Rica) et à l'Université autonome de Barcelone.

Formation

- Docteure en droit public, Université autonome de Barcelone (2012) ; thèse soutenue sur le thème de la législation relative aux féminicides dans les pays d'Amérique latine
- Diplôme de troisième cycle sur le thème « Women's human rights: Theory and practice », Université du Chili, faculté de droit (2004)
- Licence en sciences juridiques et sociales (droit), Université du Chili (2003)

Autres activités principales relevant du champ de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

- M^{me} Toledo Vásquez a travaillé comme consultante pour le bureau d'ONU-Femmes en Amérique latine et dans les Caraïbes, notamment sur l'examen d'un

projet de stratégie d'élimination de la violence à l'égard des femmes d'ONU-Femmes et sur le Plan d'action pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes.

- Elle a également examiné les lois discriminatoires relatives à la violence à l'égard des femmes dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes et a élaboré un rapport comparatif contenant des recommandations sur les réformes juridiques à adopter dans les différents pays.
- En tant que consultante pour le Haut-Commissariat aux droits de l'homme au Mexique, elle a analysé les projets de détermination des types de féminicide dans différents pays d'Amérique latine. Cette analyse a ensuite été utilisée dans les débats et discussions sur l'adoption de lois spécifiques sur le féminicide dans plusieurs pays d'Amérique latine. Elle a également contribué à l'élaboration et à l'adoption d'une résolution sur le féminicide à l'Assemblée parlementaire EuroLat.
- M^{me} Toledo Vásquez est intervenue lors de plusieurs conférences sur la violence à l'égard des femmes fondée sur le genre en Amérique latine et en Europe.

Liste des publications les plus récentes concernant la discrimination à l'égard des femmes et l'avancement de leurs droits

- Chapitres d'ouvrages : « Femicide/feminicide and legislation » (2023) ; « Criminalising femicide in Latin American countries: Legal power working for women? », (2018) ; « El reconocimiento jurídico-penal del femicidio/feminicidio en Latinoamérica desde la perspectiva de los derechos humanos » (2017), dans Parra, Sijniesnsky et Pacheco (éd.), *La lucha por los derechos humanos hoy, Estudios en homenaje a Cecilia Medina Quiroga*
- Livre : *Femicidio/feminicidio* (2014)
